

Prix de l'Abonnement.

	Paris.	Départ.	Étranger.
Trois mois.	5 fr.	8 fr.	12 fr.
Six mois.	10	16	24
Un an.	20	32	48

Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

Bureaux à Paris.

Librairie Républicaine de Gustave Havard,
rue des Mathurins-Saint-Jacques, 24.

LA VÉRITÉ

JOURNAL DES INTÉRÊTS DU PEUPLE.

Prix des Annonces anglaises

(les seules admises).

50 centimes la ligne.

Les Annonces sont reçues à Paris,

Librairie Républicaine de Gustave Havard,
rue des Mathurins-Saint-Jacques, 24.

TOUT CE QUI CONCERNE LA RÉDACTION DOIT ÊTRE ADRESSÉ A LA DIRECTION DU JOURNAL. RUE D'ERFURTH, 1.

Le Journal LA VÉRITÉ se trouve aussi chez
MM.

MARTINON, 4, rue du Coq-St-Honoré;
DUTERTRE, 20, passage Bourg-l'Abbé;
PILOU, 70, rue St-Honoré;
RIGAUT, 70, galerie Vivienne;
PAUL MASGANAT, 12, galerie de l'Odéon;
POURRAU, 82, rue de la Harpe, et 5, galerie de l'Odéon;
GAULT, 5, galerie de l'Odéon;
FIQUET, 3, passage du Commerce-St-André;
CHAUMEROT, Palais-National, 4, galerie vitrée;
LALLEMAND-LEPINE, 52, rue Richelieu;
MENDEL, 15, rue du Pas-de-la-Mule;
LARCHEVÈQUE, rue Rambuteau;
WILLERMY, 19, rue Poissonnière;
DELAUNAY, 51, faubourg St-Martin;
JULES LAISNÉ, 7, passage Véro-Dodat;
BREAUTÉ, 59, passage Choiseul;
SAINT-JORRE, 7, boulevard des Italiens;
A LA LIBRAIRIE, passage Joffroy;
GABRIEL, 2, passage du Saumon;
HÉLITASSE, 59, place Maubert.

ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Le Gouvernement provisoire à ses concitoyens

La République, en même temps qu'elle garantit les droits de tous, est appelée à servir tous les intérêts; le premier sentiment du Gouvernement provisoire a été de soulager les souffrances si vives des citoyens que la bataille avait amenés dans les rues.

Des secours sont accordés aux blessés; les travaux publics ont repris leurs cours dans toutes les administrations; des ateliers nationaux fournissent aujourd'hui du travail à plus de dix mille ouvriers. Pendant que nous nous efforçons à rendre le présent moins pénible, la commission permanente du Gouvernement recherche les moyens de résoudre pour l'avenir les plus grands problèmes de l'industrie.

Grâce à ces premières mesures, la paix des rues s'est rétablie; mais la secousse d'une commotion aussi forte laisse encore un certain ébranlement dans les esprits comme dans les intérêts.

Le petit commerce, qui n'a qu'un accès difficile à la Banque, a besoin qu'on étende jusqu'à lui le bienfait du crédit; le Gouvernement provisoire s'occupe de créer très-prochainement pour lui un comptoir d'escompte.

La presse, cet instrument si puissant de civilisation, de liberté, et dont la voix doit rallier à la République tous les citoyens, la presse ne pouvait rester en dehors de la sollicitude du Gouvernement provisoire; résolu comme il l'est à maintenir tous les impôts pour acquitter les engagements et assurer le service de l'Etat, il ne pouvait considérer comme un simple revenu fiscal une taxe essentiellement politique. Le timbre des écrits périodiques ne saurait être continué à un moment où la prochaine convocation des assemblées électorales exige l'expression libre de toutes les opinions, de tous les sentiments, de toutes les idées. La pleine liberté de discussion est un élément indispensable de toute élection sincère.

Le Gouvernement provisoire, embrassant dans leur ensemble les intérêts les plus pressants, a décrété les mesures suivantes :

Art. 1^{er}. Le ministre des finances est autorisé, par les considérations exposées dans son arrêté, à payer d'avance et à dater du 6 mars, à Paris, du 15 mars dans les départements, le semestre des rentes qui échoit seulement le 22.

Art. 2. Un comptoir d'escompte sera établi sous le titre de *Comptoir du petit commerce*.

Art. 3. L'impôt du timbre sur les écrits périodiques est supprimé.

Concitoyens, le Gouvernement provisoire s'adresse à tous les contribuables avec une pleine confiance dans leur patriotisme. Les

difficultés passagères de la situation ne lui inspirent aucune crainte; la France intelligente, la France unie est la plus riche et la plus forte des nations. La République, pour accomplir de grandes choses, n'aura pas besoin de l'argent qu'absorbait la monarchie pour en faire de misérables. Mais son action est l'action de de tous; il faut que chacun serve la patrie dans la mesure de ses moyens; nous demandons aujourd'hui aux contribuables de payer d'avance l'impôt de l'année pour mettre le Gouvernement provisoire à même de secourir toutes les souffrances, de rendre l'activité à toutes les transactions, et de répandre les bienfaits du crédit à tous ceux dont le travail augmente les richesses.

Concitoyens, vous pouvez compter sur le dévouement inflexible du Gouvernement provisoire: laissez-lui l'orgueil de croire qu'il peut aussi compter sur vous.

Ministère des finances.

Le ministre des finances,

Considérant qu'il importe au bien-être de la République que tous les travaux reprennent leur cours et que le commerce rentre le plus promptement possible dans ses voies normales d'activité;

Considérant que le meilleur moyen d'atteindre ce but est de rétablir la prompte circulation du numéraire;

Considérant que les nouvelles parvenues de tous les points de la République établissent que la perception des impôts s'opère régulièrement, et que de toutes parts la manifestation d'un véritable patriotisme fait espérer des rentrées continues et fructueuses;

Considérant que le Trésor a dès à présent à sa disposition le numéraire nécessaire à l'acquittement du semestre des rentes 5 p. 100, 4 1/2 p. 100 et 4 p. 100;

Considérant que l'anticipation du semestre, favorable à tant d'intérêts, n'occasionne aucune perte au Trésor;

Considérant que les dépenses de tous les services sont couvertes par les recettes, dont la réalisation est assurée par le retour à l'ordre et par la sécurité de tous;

Arrête ce qui suit :

Le paiement du semestre des rentes 5 p. 100, 4 1/2 p. 100 et 4 p. 100, échéant le 22 mars courant, s'effectuera à Paris et dans les départements, aux caisses ordinaires, savoir :

A Paris, à dater du 6 mars courant;

Dans les départements, à dater du 15 mars courant.

Paris, le 4 mars 1848.

M. GODECHAUX.

Ministère de la Guerre.

La disposition des couleurs nationales sur les cocardes des divers corps de l'armée et des officiers sans troupe devra être sur-le-champ modifiée ainsi qu'il suit : Le centre restera bleu foncé, la zone extérieure sera blanche, et la zone intermédiaire sera rouge écarlate. La plaque de shako des troupes à pied sera provisoirement maintenue; mais on supprimera immédiatement la couronne qui surmonte cette plaque.

Les généraux de division et de brigade veilleront à l'exécution du présent ordre.

Le ministre de la guerre,
Général SUBERVIE.

La lettre suivante vient d'être adressée au ministre de l'intérieur :

Rouen, 5 mars 1848.

Citoyen ministre,

L'ex-roi Louis-Philippe, caché depuis plusieurs jours dans les environs de Trouville, a traversé, à la marée d'hier au soir, de Honfleur au Havre, et là il s'est embarqué pour l'Angleterre, sur le bateau à vapeur l'*Express*. Les préparatifs de ce départ ont été soigneusement gardés secrets, et les capitaines des bateaux à vapeur qui ont servi à ce départ sont même restés dans l'ignorance du fait auquel ils prêtaient assistance. Je n'ai été prévenu qu'à l'instant par une des personnes qui ont coopéré à cet embarquement.

Salut et fraternité,

P. DESCHAMPS,

Commissaire extraordinaire de la Seine-Inférieure.

PARIS, 5 MARS.

Notre profession de foi est tout entière dans le titre que nous avons adopté :

La Vérité, journal des intérêts du peuple.

Notre but est celui que doivent poursuivre à cette heure tous les bons citoyens :

La recherche et la glorification de la vérité.

La défense des intérêts du peuple, qui sont les intérêts de tous.

C'est dire que nous sommes entièrement dévoués à la cause de la République, pour la République elle-même, sans esprit de parti, ni de coterie.

C'est dire que nous sommes et que nous serons franchement, sincèrement *républicains*, dans toute l'acception du mot.

Ce titre de républicain sincère, impose, nous le savons, de graves et sérieuses obligations :

Eclairer le peuple sur ses véritables intérêts, sur le choix des hommes qu'il chargera de le représenter; soutenir et défendre ses droits s'ils étaient méconnus ou menacés; l'initier à toutes les grandes questions politiques, humanitaires et économiques, qui vont surgir au sein de l'Assemblée nationale; discuter et approfondir ces questions avec la franchise et le désintéressement de citoyens dévoués aux principes démocratiques;

Combattre l'intrigue, partout où elle se trouve, déjouer les manœuvres des caméléons politiques qui se glissent et s'établissent à toutes les avenues d'un pouvoir nouveau, reniant les hontes d'hier pour les bassesses d'aujourd'hui; arracher les masques hypocrites, signaler les fautes, mais signaler aussi les nobles actions, les héroïsmes, et les bienfaits;

Tels sont les devoirs des amis de la vérité.

Tels sont les devoirs que nous acceptons d'avance et auxquels nous ne faillirons pas.

A Dieu ne plaise que le flambeau de la vérité devienne dans nos mains une torche incendiaire: nous voulons éclairer et non brûler.

Nous prétendons stigmatiser les lâches, les traîtres, les pervers, les ennemis du peuple et des droits du peuple, mais en les marquant au front du sceau indélébile de l'infamie, nous ne voulons attenter ni à leurs personnes, ni aux richesses qu'ils possèdent. Que les indignes jouissent de leur fortune dans le silence et l'obscurité, mais qu'ils ne viennent pas étaler leurs turpitudes, faire parader leur impudeur au soleil de la liberté.

Nous voulons que ceux-là même respectent la République qui ne se respectent pas.

Du haut de cette tribune où nous révélerons la vérité sur les hommes et sur les choses, sans amertume, mais aussi sans faiblesse, nous convierons nos concitoyens à la concorde et à l'union.

L'union fait la force, la force donne la victoire, et la victoire est la sœur de l'indépendance.

La mission que nous nous sommes imposée est grande et belle. Elle sera peut-être au-dessus de notre talent, elle ne sera pas, du moins, au-dessus de notre courage et de notre patriotisme.

Jeunes et dévoués, nous venons déposer sur l'autel de la patrie l'offrande de nos intelligences et de nos travaux; que la République soit menacée, et nous déposerons la plume de l'écrivain pour prendre l'épée du soldat: dans l'une et l'autre carrière, nous saurions prouver, quoiqu'il arrive, que la République est pour nous une vérité et que nous sommes prêts à lui sacrifier nos intérêts les plus chers et à la défendre au péril de notre vie.

— Que la lumière se fasse autour de nous, que la vérité triomphe, et nous serons assez récompensés.

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Demain lundi, on frappera dans les ateliers de la Monnaie de Paris douze mille pièces de cinq francs avec cette légende: « République française. » Le modèle suivi est celui de l'an IV, pièce dite à l'Hercule, avec ces coins *Union* et *Force*, au millésime de 1848.

Le seul changement apporté à la pièce à l'Hercule sera celui-ci: au lieu des mots: *Garantie nationale* gravés sur la tranche, on a adopté l'ancienne devise: « Dieu protège la France. »

Sans critiquer le sentiment religieux, en tout point respectable, qui a inspiré aux membres du Gouvernement provisoire la conservation de l'ancienne devise, nous croyons pourtant devoir exprimer le regret qu'on n'ait point choisi pour la nouvelle émission de monnaie faite par la République de 1848, une devise qui fût plus en rapport avec les idées et les opinions actuelles du pays;

celle-ci, par exemple, si répandue et si populaire aujourd'hui : « Liberté, Égalité, Fraternité. »

Sous cette rubrique *Journal de tous*, une des grandes feuilles quotidiennes qui inondent en ce moment Paris, publie la proposition suivante :

« CONFISCATION. — Un étudiant en médecine demande que le gouvernement provisoire ne préjuge rien sur la confiscation des biens appartenant à la famille du roi déchu. L'Assemblée nationale dit-il, s'il convient à la République française de relever une peine qu'il faut laisser pourrir dans l'absolutisme. »

Nous ne doutons pas que l'étudiant en médecine qui a adressé cette observation au journal en question, n'ait été dirigé en cette occasion par un désintéressement et une générosité qu'on ne saurait méconnaître. Les Écoles ont prouvé d'une manière trop éclatante leur patriotisme et leur dévouement aux droits du pays pour qu'on puisse interpréter une communication maintenant rendue publique dans un sens injurieux pour son auteur. Pourtant, il faut bien le dire, une pareille demande, dans les circonstances graves où nous nous trouvons, aurait pu être mal comprise et inspirer des craintes chimériques. — Rien n'est plus juste, à nos yeux, que la confiscation, en présence de la déchéance violente du roi déchu et de sa famille. Rien n'est plus équitable, à notre point de vue, que de faire profiter le peuple des dépouilles de ceux qu'il a enrichis.

De pareilles communications insérées toutes nues et sans correctifs dans une feuille publique, nous paraissent engager la responsabilité de cette feuille, malgré le titre dont on les surmonte à dessein. Le journal qui accueille, sans les relever, de telles opinions semble les patroner et les approuver, et nous ne pensons pas qu'on puisse argumenter d'approbation en politique l'acceptation des sentiments nobles et généraux, quelques honorables qu'ils soient d'ailleurs pour ceux qui les émettent.

Le gouvernement de la République, que la France vient de reconnaître avec tant de spontanéité, doit inaugurer promptement le règne de la moralité, s'il veut acquérir la position puissante qui convient à son origine. La première mesure que nous l'engageons à prendre, c'est de rendre à la Légion d'honneur l'éclat de son origine primitive, celui que son illustre fondateur avait en vue en créant cet ordre vénéré. La corruption, que le parti conservateur déchu avait inoculé dans le corps social, fit servir l'étoile d'honneur à ses honteuses combinaisons. C'était une monnaie facile à créer pour solder les occultes dévouements des turiferaires de tous les étages qui encensaient ses autels, et aussi les romains qui encombraient le parlement. L'abus qu'on a fait des décorations depuis 1830 a été trop flagrant, trop scandaleux, pour que le Gouvernement républicain ne se hâte pas d'y apporter un remède énergique. Nous l'adjurons de nommer promptement une commission de révision, qui examinera la validité des titres des légionnaires, afin d'expulser tout ce qu'il y a d'impur dans cette glorieuse phalange. Par cet acte de haute justice le gouvernement républicain s'attirera le respect et l'amour de tout ce que la France contient de cœurs probes et dévoués.

Paris s'alarme de voir chaque jour des légions d'ouvriers parcourir ses rues et encombrer ses places. Le but de ces rassemblements est de réclamer une diminution d'heures de travail et une augmentation du salaire des journées. Ces demandes, justes en principe, sont un grand danger pour la situation. La classe ouvrière, avant de s'abandonner à ces agitations, devrait comprendre que ces promenades alarment le petit commerce, resserrent le crédit des petits et des grands capitaux, et peuvent prolonger une crise déjà trop fâcheuse. Nous ne saurions trop engager les classes ouvrières à s'abstenir de ces manifestations, et à transformer en pétitions et en députations des mesures dont les partis ennemis de l'ordre pourraient profiter. Chaque atelier peut formuler ses besoins et ses vœux, les exprimer par écrit et les transmettre au Gouvernement provisoire, qui s'empressera, nous n'en doutons pas, d'y faire droit promptement. Une attitude à prendre par tous les ouvriers afin d'assurer plus complètement le redressement d'abus constitués à leur préjudice, c'est d'entrer tous dans les rangs de la garde nationale. Là ils acquerront une puissance avec laquelle il faudra sérieusement compter, là s'opérera la fusion entre toutes les classes de citoyens, et les instincts rivaux des patrons envers les ouvriers disparaîtront quand ils les verront leur prêter une assistance dévouée au maintien de l'ordre social et à la défense des propriétés.

Tout ouvrier pour être citoyen doit contribuer aux charges publiques, car tous les citoyens n'ont de force collective qu'autant que l'on sait leur droit appuyé sur des baïonnettes.

Nous croyons être l'organe d'un grand nombre de citoyens en demandant que l'état-major de la garde nationale publie un ordre du jour pour fixer les modifications à introduire dans l'uniforme.

Nous supposons bien que les changements seront peu importants et porteront sur des points de détails ; mais encore faut-il qu'on les connaisse. Beaucoup de gardes nationaux hésitent à se

faire habiller maintenant, dans la crainte d'avoir à supporter deux dépenses successives.

Il est évident qu'au moment d'une réorganisation générale, on n'a pu s'occuper de ces détails. Cependant nous croyons qu'il est urgent d'y penser.

Funérailles des victimes de février.

Dès onze heures du matin la foule débouche par les grandes artères de la capitale sur les boulevards qui se remplissent rapidement d'une population calme et recueillie. Un aspect grave, mêlé d'une teinte de tristesse, se lit sur les figures des citoyens. On pressent, bien avant l'arrivée du cortège, que ce grand mouvement populaire n'a point lieu pour célébrer une fête gouvernementale, mais qu'un pieux devoir a réuni tous les citoyens.

De la place de la Bastille à la Madeleine, de larges rubans tricolores forment une double ceinture aux boulevards, et maintiennent la population sur les trottoirs. Des écussons de deuil, placés de distance en distance, portent les dates de ces terribles journées de février, qui firent tant de victimes. Aux fenêtres s'agitent de nombreux drapeaux tricolores ceints de crêpe et couronnés de fleurs d'immortelles.

Vers une heure trois quarts, paraît l'état-major de la garde nationale, son chef en tête, dont la présence sur les boulevards annonce au peuple le commencement de la cérémonie.

Quelques instants après, une ligne de sapeurs-pompiers, suivie des orphéonistes, des ouvriers des chemins de fer et des mégisiers, portant tous leurs bannières, annoncent le convoi funèbre.

La 10^e légion paraît, suivie du clergé dans cinq voitures de deuil, précédant les cinq corbillards qui portent les victimes, et que suivent leurs parents. Les condamnés politiques Barbès et Hubert, dans un cabriolet, ferment cette première division du convoi.

A leur suite viennent les écoles, entourant les membres du gouvernement provisoire avec leur état-major. Puis successivement défilent les élèves des Beaux-Arts, les tailleurs, les typographes de l'imprimerie nationale, les ouvriers des halles. Ensuite la cour de cassation et les autres cours, le tribunal de commerce, l'Institut, la faculté de médecine, de droit, etc. Là le cortège prend un aspect militaire. On voit défilier les états-majors divers : invalides, marine, pompiers, manutention des vivres, hospices, etc.

A cet instant, une immense clameur s'élève de la foule : c'est la 7^e légion qui précède les malheureux réfugiés polonais, suivis de leurs jeunes élèves en costume national. Les embrassements et les cris sympathiques du peuple font verser des larmes de bonheur à la plupart de ces pauvres exilés. Derrière eux marche la 9^e légion, le crêpe au bras et le fusil couronné de bouquets d'immortelles. Là le cortège prend un aspect de fête. Deux bannières aux vives couleurs s'agitent dans les airs et précèdent un char gigantesque orné de lauriers et surmonté de deux mains fraternelles, supportant sur leur étreinte un petit socle où brille la main du Destin, dont deux doigts indiquent le ciel. Les mots *République française*, en lettres d'or, se lisent sur son front ; ses flancs portent ceux de *Liberté, Égalité, Fraternité*.

Les 11^e et 12^e légion continuent cet immense cortège, auquel s'ajoutent successivement des collèges nationaux, des écoles diverses ; puis un beau régiment d'artillerie à cheval, suivi de deux escadrons de dragons et de cinq sections du 2^e cuirassiers, de la plus belle tenue, viennent clore le funèbre convoi.

Le cortège entier n'est arrivé qu'après quatre heures à la colonne de juillet, sous laquelle les corps des victimes ont été déposés.

Nous devons des éloges au citoyen Pagnerre pour la belle ordonnance de cette pieuse et touchante cérémonie dont l'avait chargé le Gouvernement provisoire.

Le plus grand ordre a régné partout.

M. Crémieux a prononcé le discours suivant au pied de la colonne de juillet :

Citoyens !

Voilà le soleil de la République ; il vient dans toute sa majesté répandre les flammes d'en haut sur ces grandes et glorieuses funérailles ! (Bravo !)

Courbons-nous en deuil devant les cercueils de ces braves citoyens, morts héroïquement pour la liberté ; nous leur devons une reconnaissance impérissable, et ils devront vivre à jamais dans les souvenirs de la postérité ; car ils ont succombé pour la cause de cette République, objet de nos vœux les plus vifs et de nos espérances les plus ardentes, pour cette République que nous proclamons naguère, au nom du peuple souverain. (Acclamations.)

Le peuple ! nous l'avons connu deux fois depuis cinquante ans, ou plutôt nous croyions le connaître ; mais nous ne savions pas encore tout ce qu'il y avait en lui de courage, de patriotisme et de générosité ; il ne lui a fallu que trois jours pour nous le faire savoir, abrité sous un noble drapeau ; car le peuple a le sien aussi.

Le drapeau du soldat est celui de la gloire ; le peuple a pour drapeau une idée, la liberté ! (Bravo ! bravo !) C'est pour conquérir cette liberté précieuse que sont morts les braves que pleure la patrie. Que la reconnaissance publique s'écrie avec moi : Honneur aux héros morts pour la liberté ! (Immense acclamation.)

En 1789, à cette place, on prenait la Bastille ; en 1830 on nous donnait la colonne de la Liberté ; aujourd'hui nous avons fondé la République ! Voilà la gradation. Ce sera la dernière révolution, espérons-le, et nos neveux conserveront un culte pieux aux citoyens qui ont assuré à la France un gouvernement républicain.

Citoyens, pour répondre aux sentiments qui vous animent, que d'éloquence ne faudrait-il pas ! eh bien, ce que je ne peux pas dire, que vos acclamations le disent pour moi. (Explosion de bravos.)

Chez les peuples anciens on a signalé quelques hommes pour leur courage et leur patriotisme. En France, à Paris, c'est le peuple entier qu'il faut admirer, le peuple, qui aime la patrie d'un amour si ardent, et qui, le lendemain, reprend ses travaux comme pour nous dire : J'ai fondé la liberté ; à vous de la conserver. (Très-bien ! très-bien !)

Aussi, citoyens, faut-il que la révolution garde un culte sacré aux hommes à qui nous devons la République, et que, à chaque anniversaire, ceux qui gouverneront le pays viennent au pied de cette glorieuse colonne s'écrier : Honneur aux fondateurs et aux martyrs de la République ! (Bravo ! bravo ! Vive la République ! Vive Crémieux !)

Après quelques paroles de M. Garnier-Pagès, qui a promis à la France un gouvernement moral, et un chaleureux discours d'un combattant de février, M. Dupont (de l'Eure) a dit avec émotion : Honneur à tout jamais aux glorieuses victimes de la révolution de juillet ! Vive la République !

Un immense cri répond : Vive la République !

Les membres du Gouvernement provisoire se retirent au milieu des acclamations.

ÉTRANGER.

ANGLETERRE. — A la Bourse de Londres, les consolidés ont fermé, le 2, à 82, et le 5 à 82 1/4.

Les affaires sont en quelque sorte suspendues, tant les nouvelles de France absorbent l'attention publique. Les séances du parlement d'hier et d'avant-hier n'ont présenté aucun intérêt.

Les dépêches que lord Normanby a reçues aujourd'hui de son gouvernement, expriment le plus loyal désir de maintenir la paix entre les deux gouvernements et en Europe.

ITALIE. — La flotte anglaise était le 23, partagée entre Naples et Palerme ; l'amiral se trouvait à Palerme avec trois vaisseaux. Il y avait eu dans cette dernière ville, le 16, une émotion populaire ; trente-trois sbires ont été massacrés dans leurs prisons.

Le *Risorgimento* de Turin prétend que les Croates ont fait à Pavie cause commune avec le peuple, qu'ils ont chassé les soldats autrichiens, et qu'un gouvernement provisoire a été nommé. Ceci mérite confirmation.

A la suite de quelques manifestations, les jésuites ont quitté Cagliari. L'évêque les a suivis et leurs propriétés ont été mises sous la garde de l'armée.

ALLEMAGNE. — La diète germanique vient d'adresser aux États de la confédération, un manifeste que nous croyons devoir reproduire.

« La diète germanique, en sa qualité d'organe légal de l'unité nationale et politique de l'Allemagne, s'adresse en toute confiance aux gouvernements allemands et à la nation allemande.

Appelée par l'acte fédéral à veiller au maintien de la sécurité intérieure et extérieure de l'Allemagne, la diète exprime sa conviction que cette sécurité ne peut rester intacte que si l'on maintient avec une fidélité consciencieuse le concours le plus unanime des gouvernements et des peuples dans tous les pays allemands, et la concorde la plus intime parmi les différentes parties de la nation.

« C'est sur cette unité et sur ce concours que reposent la puissance et l'inviolabilité de l'Allemagne au dehors, et le maintien de l'ordre légal et de la tranquillité, ainsi que la sécurité des personnes et de la propriété au dedans. L'histoire de l'Allemagne en fournit les preuves, ainsi que les douloureuses leçons sur les tristes conséquences qui surviennent quand la désunion entre les gouvernements et les peuples, ainsi qu'entre les diverses parties de la nation, éparille et diminue les forces de la nation allemande et déchire son intérieur.

« Puissent ces expériences, chèrement achetées, ne pas être oubliées dans l'époque de l'agitation actuelle, et être mises à profit pendant l'avenir orageux auquel l'Allemagne pourrait être bientôt exposée.

« En conséquence, la diète germanique somme instamment, au nom de la patrie entière, tous les Allemands qui ont à cœur le bien-être de l'Allemagne (et il n'y a pas d'autres Allemands) de travailler, chacun dans sa sphère et selon ses moyens, à ce que cette union soit maintenue et que l'ordre légal ne soit troublé nulle part.

« La diète, de sa part, fera tout ce qui dépendra d'elle pour veiller, avec un zèle égal, à la sécurité de l'Allemagne à l'extérieur, et aux intérêts et idées nationaux à l'intérieur.

« L'Allemagne sera et devra être élevée au rang qui lui appartient parmi les nations de l'Europe, mais on ne peut y arriver que par la voie de la concorde, du progrès légal et du développement unitaire.

« La diète se confie à l'esprit légal qu'a toujours montré le peuple allemand même dans les époques les plus difficiles, à son ancienne fidélité et à son esprit éclairé. »

« Francfort, le 1^{er} mars 1848. »

« La Diète germanique et en son nom : »

« Le président, DONHOR. »

ESPAGNE. — Nous recevons les journaux de Madrid. Une dépêche télégraphique, annonçant la révolution accomplie à Paris, avait produit dans la capitale de la monarchie espagnole une sensation inexprimable. A la bourse toutes les valeurs subissaient une baisse énorme.

Notre correspondance de Barcelonne nous rapporte aussi qu'on s'attendait dans toute la Catalogne à un mouvement déterminé par l'annonce du changement de gouvernement en France. Tous les esprits sont en fermentation.

Nous recevons la confirmation de la nouvelle annoncée hier, que le canton de Neuchâtel venait de faire sa révolution. A l'heure qu'il est la Suisse est donc complètement républicaine. C'est encore une des conséquences des journées de février.

DÉPARTEMENTS.

Ain. — La population du département de l'Ain se montre admirable de sympathie pour la révolution qui vient de donner une République à la France.

Aisne. — Les ouvriers de Saint-Quentin adressent aux ouvriers en général une proclamation imprimée pour les engager à l'union au moment des élections générales. Ils demandent à jouir dès ce jour de l'application de l'art. 1^{er} de la loi sur la garde nationale. (29 février.)

Charente. — M. Babaud-Larivière, commissaire du gouvernement, écrit que le département est tranquille et que la population entière accepte avec reconnaissance l'établissement du gouvernement nouveau. Personne n'est plus effrayé par le mot république. Chacun comprend que désormais c'est la seule forme de gouvernement possible. (1^{er} mars.)

Jura. — Lettre du préfet. — Les habitants de Lons-le-Saulnier se prononcent hautement contre la perception des impôts sur la boisson. Le préfet espère calmer les esprits. Dans les villes de Champagnole et de Salins, la tranquillité a été un instant troublée. Des manifestations violentes ont eu lieu contre les agents des contributions et contre le commissaire de police. L'ordre a été bientôt rétabli.

Haute-Loire. — La commission municipale du Puy a proclamé la République au milieu de la garde nationale improvisée et de la troupe de ligne. Le peuple était plein d'enthousiasme. L'ordre a été parfait.

Doubs. — Le 28 au soir des rassemblements se sont formés à Besançon et ont brisé les vitres de plusieurs maisons, notamment de celle du maire. Leur but était de forcer ce magistrat à donner sa démission. La garde nationale s'est réunie pour s'opposer à de nouvelles manifestations de même nature, et des poursuites sont dirigées contre les auteurs de celles qui ont eu lieu. — Le gouvernement républicain a été proclamé; tous les bons citoyens sont disposés à lui prêter leur appui. — Le lieutenant général a passé une revue de toutes les troupes de la garnison.

Nord. — 2 mars. Le commissaire délégué envoie une lettre pastorale de l'archevêque de Cambrai, qui doit être regardée comme acte d'adhésion entière au gouvernement.

Le commissaire du gouvernement écrit de Lille que la journée a été bonne pour la République. La grande revue de la garde nationale et des troupes a eu lieu au milieu d'un concours immense de population, malgré le mauvais temps. Tous les ouvriers mineurs d'Anzin, de Denain et de Fresnes ont abandonné leurs travaux. On craint des désordres dans l'arrondissement de Valenciennes, où le manque de charbon va arrêter les industries. Le sous-préfet de Valenciennes fait savoir que les ouvriers d'Anzin ne commettent aucune exaction; mais ils demandent une augmentation de salaire. Le sous-préfet espère maintenir ces ouvriers dans le bon ordre.

Bas-Rhin. — Le commandant de la gendarmerie du Bas-Rhin écrit que la commune de Marmoutiers, arrondissement de Saverne, dont la population est presque entièrement composée des familles israélites, a eu, dans la nuit du 28 au 29 février, la plus grande partie de ses habitations pillées par les habitants des communes voisines. Le 29 février, la République a été proclamée à Strasbourg, en présence des troupes et de la garde nationale. Un mouvement libéral s'est manifesté dans le pays de Bade. Le grand-duc s'est engagé à donner une constitution en harmonie avec les idées françaises. Le sous-préfet de Saverne fait savoir que tout est calme.

Rhône. — L'archevêque de Lyon a publié une lettre pastorale dans laquelle il s'associe au grand mouvement révolutionnaire. Le drapeau de la République, dit-il, sera toujours pour la religion un drapeau protecteur.

Meuse. — Le maire de la ville de Ligny écrit que la proclamation de la République a été une véritable fête : illuminations, musique, feu d'artifice, chants patriotiques, rien n'a manqué; la ville entière était dans l'enthousiasme. — 2 mars. Le préfet écrit pour annoncer que l'adhésion au gouvernement de la République est

complète et universelle dans le département. Les actes du gouvernement provisoire ont eu l'approbation générale. La situation est des plus satisfaisantes.

Morbihan, 2 mars. — Le maire de Lorient écrit que le conseil municipal s'est immédiatement constitué en comité suprême d'administration. L'ordre règne partout, et l'esprit de la population est excellent. — 29 février. Le directeur de la maison centrale de Vannes écrit que l'ordre n'a pas été troublé dans cet établissement. Une maladie épidémique (la grippe), qui s'était déclarée le 3 février parmi les détenus et a atteint près de 68 malades, a presque entièrement disparu, grâce à des mesures d'assainissement et à une amélioration du régime alimentaire.

Nièvre, 1^{er} mars. — Le lieutenant de gendarmerie à Cosne écrit que l'opération du tirage au sort a eu lieu avec beaucoup de calme. Les jeunes soldats ont montré beaucoup d'enthousiasme patriotique.

Nord, 2 mars. — Le sous-préfet de Cambrai écrit que la tranquillité continue à régner dans l'arrondissement, malgré la malheureuse situation des ouvriers, dont la plus grande partie ne gagne que 90 centimes par jour. Le préfet provisoire du Nord transmet l'acte contenant la proclamation de la République à Valenciennes. Aucun trouble sérieux n'est survenu dans l'arrondissement. Le 4^{er} mars, une certaine agitation s'est produite parmi les ouvriers de la compagnie d'Anzin; mais la présence des autorités de la République a suffi pour ramener l'ordre et la confiance.

Orne, 2 mars. — Le sous-préfet provisoire de Domfront écrit qu'il a fait le tirage dans le canton de Passais. Toutes les autorités ont pris la cocarde ainsi que la population. Le clergé entier s'est associé au mouvement. Si la République avait besoin de volontaires, l'arrondissement seul en fournirait plus de 6,000. Les citoyens aisés paient d'avance leurs impositions, afin que les petits contribuables puissent obtenir des délais et supporter la crise passagère.

Marseille, 2 mars, 5 heures. — Le commissaire du gouvernement annonce qu'il est arrivé hier à Marseille, qu'il a trouvé sur son passage la garde nationale et la ligne réunies sous les armes. Il a immédiatement parcouru tous les rangs. La garde nationale, la troupe de ligne et l'immense population qui les entourait ont accueilli ses paroles et ont proclamé la République avec enthousiasme.

L'ordre et la sécurité règnent au milieu de l'enthousiasme de la liberté.

Bordeaux, 3 mars, 10 heures et demie. — Le préfet annonce que la tranquillité règne dans le département, que les gardes nationales s'organisent. Celle de Bordeaux est très-nombreuse.

Le commerce a reçu de Paris des demandes qui dénotent la reprise des affaires. La Banque reçoit du numéraire de Bayonne et de Paris : son service est assuré.

Angoulême, 4^{er} mars, deux heures et demie. — Le conseil municipal d'Angoulême vient de donner son adhésion, à l'unanimité, par une délibération motivée, au gouvernement de la République.

Châlons-sur-Marne, 1^{er} mars, 5 heures et demie. — La tranquillité est rétablie à Reims, et l'ordre est maintenu sur tous les points du département de la Marne.

Nîmes, 29 février, dix heures et demie. — Les troupes ont aujourd'hui prêté serment à la République; elles sont animées du meilleur esprit. La ville continue à être tranquille, malgré quelques agitations un peu bruyantes. Deux personnes sont venues de Marseille, exprès, ne manifestant de vives craintes sur le prochain débarquement du duc d'Aumale.

On lit dans la Patrie :

Dernières nouvelles de l'ex-famille royale. — La dépêche télégraphique annonçant que Louis-Philippe, après être resté quelques jours caché dans les environs de Trouville, s'est embarqué au Havre pour l'Angleterre dans la nuit du 2 au 3, se trouve confirmée par les derniers avis de Londres : l'amirauté a été prévenue du débarquement de l'ex-roi et de l'ex-reine Amélie sur les côtes d'Angleterre.

Ce débarquement a eu lieu à Newhaven. Les deux fugitifs avaient, à ce qu'il paraît, erré de ferme en ferme dans les environs du Tréport, et ils étaient tellement harassés que plusieurs fois ils furent sur le point de se livrer.

C'est jeudi qu'ils s'embarquèrent sur un bateau pêcheur français, près du Tréport, afin d'essayer de traverser le chenal.

En mer, ils furent rencontrés par le vapeur l'Express, qui fait le service entre le Havre et Southampton, et qui, après les avoir reçus à son bord, se dirigea immédiatement sur Newhaven. Il arriva en vue du port à sept heures du matin, le vendredi (le 5); mais le temps et la marée ne lui permirent pas d'aborder avant midi.

A l'embarcadere, l'ex-roi et l'ex-reine trouvèrent bon nombre de curieux qui leur firent bon accueil.

Ils se rendirent à l'hôtel du Pont Bridge-hotel, et le premier soin de Louis-Philippe fut d'écrire à la reine Victoria pour l'instruire de son arrivée.

Louis-Philippe portait une blouse et un paletot bleu que lui avait prêté le capitaine de l'Express. Il n'avait pas de bagages, pas même de quoi changer de linge.

Un des directeurs du chemin de fer de Londres à Brighton est parti de ce dernier port pour Newhaven avec un convoi spécial destiné à conduire l'ex-roi à Londres.

Ce n'est point la duchesse d'Orléans et ses fils qui ont débar-

qué à Jersey, mais bien la duchesse de Nemours et ses enfants, plus le duc de Montpensier, qui a pris le nom du général Le-fèvre.

Ces personnages doivent, après s'être reposés à Jersey, être partis aujourd'hui même (le 4) pour Portsmouth, ou Southampton, d'où ils se rendront à Londres.

La duchesse d'Orléans paraît s'être définitivement dirigée sur le Mecklembourg, en passant par la Hollande.

Le duc de Nemours et la duchesse de Montpensier, après être restés à la légation belge jusqu'à cinq heures du soir le 2 mars, en sont partis pour aller habiter provisoirement East Sheer, maison de campagne qui appartient à M. Bates, beau père de M. Van de Weyer.

M. Duchâtel a débarqué fort tranquillement à Brighton, et M. Guizot, descendu à Douvres à l'hôtel du Vaisseau, en est parti pour Londres le 3, à quatre heures de l'après-midi.

Toute l'ex-famille royale, et la plupart des personnes qu'elle a compromises ou qui se sont attachées à sa fortune, se trouveront donc incessamment réunis en Angleterre, sauf la duchesse d'Orléans et ses fils.

FAITS DIVERS.

Par un arrêté du ministre provisoire des finances, en date du 5 mars 1848, M. H. Guilleminot a été nommé secrétaire général des finances, en remplacement de M. Saint-Julle de Colmont; et M. Saint-Julle de Colmont a été nommé directeur général des forêts, en remplacement de M. Legrand.

Des arrêtés du ministre provisoires des finances, en date du 1^{er} mars 1848, ont chargé par intérim :

M. Lebeschus, administrateur des tabacs, de la direction générale des tabacs, en remplacement de M. Siméon;

M. Belest, administrateur des contributions directes, de la direction générale des contributions directes, en remplacement de M. Laurence;

M. Tournus, agent judiciaire du trésor, sous-directeur du contentieux de la direction du contentieux des finances, en remplacement de M. Dessauet.

Par un arrêté du ministre provisoire des finances, en date du 5 mars courant :

M. Pelouze, membre de l'Académie des Sciences, inspecteur vérificateur des essais, est nommé président des monnaies, en remplacement de M. Persil.

Par arrêté du 2 mars, ont été nommés :

Procureur général près la cour d'appel d'Angers, M. Preston, avocat;

Procureur général près la cour d'appel de Nancy, M. Poirel, premier avocat général;

Procureur général près la cour d'appel de Limoges, M. Des-coutures, conseiller à la même cour;

Commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Chinon (Indre-et-Loire), M. Foucqueteau, avocat, en remplacement de M. Dupin, appelé à d'autres fonctions.

M. le maréchal Molitor a adressé la lettre suivante au ministre de la guerre :

« Paris, le 28 février. »

« Monsieur le ministre, »

« Une décision ministérielle du 21 août 1822, assigne dans l'armée le premier rang aux Invalides, comme se composant de militaires de toutes armes et à raison aussi de l'âge, des blessures, et des longs et honorables services qui constituent leur titre à leur admission dans cette institution nationale. »

« D'un autre côté, les vétérans de nos anciennes armées républicaines et impériales sont encore en majorité à l'Hôtel des Invalides, il est donc naturel que des hommes qui ont consacré leur existence au service de la Patrie ne puissent rester indifférents en face des grands événements politiques qui se déroulent devant eux et qu'ils soient désireux d'apporter au Gouvernement nouveau leur franchise et sincère adhésion. »

« Organe des sentiments des honorables débris de notre gloire nationale, je viens, monsieur le ministre, vous exprimer les vœux que nous formons pour l'union de tous les bons citoyens, aujourd'hui le premier intérêt de notre Patrie : pour le développement le plus avantageux des nouvelles institutions que le peuple vient de se donner, et enfin pour l'accomplissement des grandes destinées de cette France que nous avons contribué à élever si haut dans l'estime des peuples. »

« Recevez, monsieur le ministre, l'assurance de ma haute considération. »

« Le gouverneur des Invalides. »

« Maréchal MOLITOR. »

— Bou-Maza a été arrêté à Brest.

On l'on fait mettre en lieu de sûreté et garder à vue, en attendant des instructions du Gouvernement provisoire.

— On lit dans la Sentinelle de Toulon, sous la date du 29 février :

« M. l'amiral Baudin est arrivé ce soir par la voie de mer, sur un paquebot-poste, parti le même jour de Marseille. »

« Le bruit s'était répandu aujourd'hui que les princes qui sont à Alger étaient arrivés en rade. Cette nouvelle était erronée. »

— On a reçu, à Marseille, le 28 février, une dépêche télégraphique du gouvernement provisoire prescrivant l'envoi d'un bâtiment à Alger.

— Le ministre provisoire de la marine vient de décider que plusieurs des noms que portaient des bâtiments de la flotte seraient

changés. Ainsi le vaisseau la *Couronne*, qui est à Toulon, s'appellera désormais la *Barricade*; la frégate la *Duchesse d'Orléans*, en construction à Lorient, se nommera la *Victoire*; la frégate la *Charte*, du port de Brest, devient la *Constitution*; le yacht la *Reine-Amélie*, le *Parisien*; la corvette à vapeur le *Comte d'Eu*, le *Patriote*. Ce dernier nom avait également été donné dans les Cent-Jours à un vaisseau qui était en construction à Rochefort sous le nom de *Duc-de-Berry*.

— Le citoyen ministre de l'intérieur reçoit fréquemment des lettres anonymes contenant des dénonciations. Il croit devoir informer le public que toute lettre qui ne contient pas le nom et l'adresse de son auteur est immédiatement anéantie.

— Les citoyens qui désireraient faire partie de l'artillerie de la garde nationale sont invités à se faire inscrire à l'état-major général, place du Carrousel, au bureau de l'artillerie.

— Le ministre de l'intérieur du grand duché de Bade, M. Beck, a fait savoir à la chambre des députés, dans la séance du 29 février, que dès la semaine prochaine la censure sera abolie; qu'une garde bourgeoise sera établie, et qu'une loi sera immédiatement présentée pour introduire le jugement par le jury dans le grand-duché.

— On écrit de Bruxelles :

« Les princes et les princesses de France qui se sont réfugiés en Angleterre y sont arrivés totalement privés d'habillements. Nous avons vu partir ces jours-ci différents courriers pour l'Angleterre; ils transportaient des caisses envoyées par la reine des Belges aux personnes de sa famille, et qui contenaient du linge et des vêtements. »

— On écrit de Toulon, le 28 février 1848 :

« La plus parfaite tranquillité règne dans notre ville, où les ordres du nouveau gouvernement sont exécutés ponctuellement. L'esprit de la population est excellent et la garde nationale fait son service avec zèle. »

« De son côté, l'autorité militaire, après s'être concertée avec l'autorité civile, a pris les mesures de précaution que réclamaient les circonstances. »

« Les troupes restent consignées, et le soir, de fortes patrouilles parcourent les rues de la ville. — Hier, le maréchal-de-camp commandant la subdivision a passé en revue les troupes de la garnison. »

« De nombreuses troupes d'infanterie de marine gardent l'Arsenal. »

« Le bruit s'étant répandu que plusieurs vaisseaux de l'escadre allaient prendre la mer, le conseil municipal, qui est en permanence, a décidé que le maire serait prié de demander à l'amiral préfet les motifs de la sortie de ces bâtiments. Il a été répondu que les vaisseaux l'*Hercule*, le *Jemmapes* et le *Jupiter* sortaient pour continuer leurs essais, mais qu'ils ne devaient pas dépasser les îles d'Hyères. »

« Toutes les autorités, à l'exception du sous-préfet, ont consenti à rester en place, de sorte que les divers services n'auront nullement à souffrir du changement qui vient de s'opérer. »

« Le sous-préfet, qui, se laissant dominer par la peur, s'était réfugié à bord d'un bâtiment en partance pour Alger, s'est présenté aujourd'hui à la mairie pour implorer la pitié de sa fuite; mais on lui a fait remarquer que sa présence, après une telle conduite, pourrait devenir une cause de troubles. »

« Aujourd'hui, M. le vice-amiral Perseval-Deschênes, préfet maritime, a adressé aux ouvriers de l'arsenal une proclamation dans laquelle, en les félicitant de leur bonne conduite, il les engage à persévérer dans cette voie. Ces ouvriers n'ont pas abandonné les travaux un seul instant. »

« L'abdication de Louis-Philippe et la formation d'un gouvernement provisoire furent connues ici le 25 au soir, et dans la nuit on fit partir pour Alger la corvette à vapeur le *Titan*, avec des dépêches pour le duc d'Aumale, gouverneur de l'Algérie, et pour le prince de Joinville, qui se trouve à Alger avec sa femme. »

« Nous ignorons si c'est par ordre du gouvernement que l'autorité maritime a expédié ce vapeur. Quoi qu'il en soit, on ne sait si les princes viendront débarquer ici. »

« Le *Titan* doit arriver, dit-on, dans la journée de demain. »

« Une dépêche du ministre de la marine prescrit à l'autorité maritime de lui adresser immédiatement un relevé exact des vaisseaux qui pourraient être armés promptement. »

— On assure que le duc et la duchesse de Nemours ont quitté l'ambassade française de Londres et occupent maintenant des appartements à la légation belge. Ce départ se serait opéré par suite de l'arrivée d'un courrier extraordinaire de M. de Lamartine, informant M. de Jarnac, ambassadeur de France à Londres, de la retraite de la dynastie d'Orléans et de l'inauguration du nouveau Gouvernement.

Des appartements sont préparés au château de Claremont, ancienne résidence de Léopold de Belgique, pour recevoir définitivement tous les membres de la dynastie déchue.

— Un très-grand nombre d'ouvriers typographes qui s'étaient battus dans les rues de Paris ont fait célébrer une messe d'actions de grâce dans l'église de St-Etienne-du-Mont. Vingt-sept de leurs camarades avaient succombé dans la lutte des trois journées de février. Après la messe, ils sont venus remercier avec effusion M. l'abbé Barbier, et l'ont reconduit presque triomphalement jusqu'à son domicile.

— Les travaux publics ont repris sur tous les points de Paris, et particulièrement à Notre-Dame, à l'église Sainte-Clotilde, rue Belle-Chasse.

— Le conseil municipal de Reims vient de voter une contribution extraordinaire de quatre cent mille francs à prélever sur les citoyens aisés de la ville, afin de faire face aux dépenses nécessitées par la situation, en assurant du travail aux ouvriers.

— Beaucoup de personnes ont payé leurs contributions pour l'année entière. Tous les bons citoyens, amis du pays et de l'ordre, les imiteront. Il faut soutenir de toutes ses forces le Gouvernement de la République, si l'on veut avancer le moment où la tranquillité, rétablie aujourd'hui au dehors, sera également rétablie dans les affaires et dans les esprits.

— MM. Michelet et Quinet convoquent leurs auditeurs du collège de France, dans la grande salle de la Sorbonne, pour le lundi 6 mars à une heure.

— M. l'archevêque de Paris a nommé le père Lacordaire, vicaire général du diocèse.

— On annonce que M. Etienne Arago passe de la direction des postes à la direction des beaux-arts. On ne connaît pas encore le successeur de M. E. Arago.

— Le dépôt central d'artillerie, place Saint-Thomas-d'Aquin, a pris le nom de Musée national d'artillerie.

— Les maires de Paris ont été autorisés à engager des ouvriers jusqu'à concurrence de 4,400 pour les employer aux grands travaux de terrassements qui vont être exécutés sur le chemin de fer (rive gauche), pour reporter dans Paris la gare de la ligne de l'Ouest.

— Des changements notables ont été apportés depuis deux jours dans les dépendances du palais du Luxembourg. Le plus important est celui qui a rendu libre la partie du jardin autrefois affectée au grand-résident et au président de la chambre. Aujourd'hui le jardin du Luxembourg est entièrement livré aux promeneurs. La grille donnant sur la rue de Vaugirard, qui était boisée et condamnée, est ouverte au public. Les pelouses et les plates-bandes du parterre privé sont défendues par des grillages, et les promeneurs peuvent parcourir librement ce nouveau jardin. On démolit en même temps le couloir vitré servant de serre, qui donnait communication de l'hôtel de la présidence au palais. M. Dupont (de l'Eure) est établi dans l'hôtel de l'ex-chancelier. On lit sur la porte principale, donnant sur la rue de Vaugirard : *Hôtel du président du Gouvernement provisoire de la République*.

— La lettre suivante vient d'être adressée au ministre de l'intérieur par le fils aîné de grand agitateur O'Connell.

« Paris, place Belle-Chasse, 29 février. »

« Monsieur le ministre, »

« Daignez me permettre de déposer entre vos honorables mains ma très-humble offrande pour la quête en faveur des blessés et des veuves des citoyens morts pour la liberté dans les glorieuses journées de la semaine passée. Qu'il me soit permis d'exprimer ma haute et profonde admiration de la sublimité du spectacle offert au monde par la modération, le respect pour la propriété et les personnes, l'amour de l'ordre et de la paix et les excellentes dispositions, en tout genre, du peuple parisien. »

« L'influence des grands événements qui viennent d'arriver se fera sentir bien certainement partout dans l'Europe, par les améliorations politiques dont ils donneront le mot d'ordre. Mais l'influence de la noble, de l'admirable conduite de votre population ira encore plus loin, puisqu'elle pénétrera jusque dans les esprits et les âmes, au grand profit de l'humanité, de la civilisation et de la liberté vraie et durable. »

« Je me plais à croire, monsieur le ministre, que mes compatriotes, le peuple de la malheureuse Irlande, se réjouiront au milieu même de leurs plus cruelles souffrances, quand on leur racontera la chute du despotisme à Paris, et qu'ils s'empresseront de se servir de tout moyen légal pour vous faire parvenir les vœux sincères de leurs cœurs reconnaissants pour le bien-être du peuple français et la stabilité et la gloire de votre grande République. »

« Daignez agréer, etc. »

« JOHN O'CONNELL, »

« Membre irlandais du parlement britannique. »

Voici la réponse du ministre à cette lettre :

« Monsieur, »

« Je vous remercie, au nom de la République française, de votre généreuse offrande; je l'accepte comme un pieux hommage rendu à la fraternité des peuples. Chaque jour resserre les liens qui rendent communes les destinées des nations. Ce qui se passe à Paris profitera au monde, et le sang de nos braves combattants doit féconder les terres lointaines. Bientôt aussi, sans doute, des jours meilleurs s'élèveront pour l'Irlande, et alors, à son tour, la France applaudira au réveil d'une grande nation. »

« Recevez, monsieur, l'assurance de mon dévouement fraternel. »

« Le membre du gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur, »

« Signé : LEDRU-ROLLIN. »

— Le prince Louis Napoléon et un aide de camp de Louis-Philippe sont arrivés le 2 mars à Folkestone.

— Des malfaiteurs cherchent à exploiter les craintes que quelques faits isolés d'incendie ont répandues aux environs de Paris.

Hier, M. de Nicolai, demeurant rue de Lille, qui a des propriétés près de Paris, reçut deux lettres anonymes dans lesquelles on le menaçait d'incendier son château de Montfermeil s'il ne déposait, le soir même, une somme de 5,500 fr. en billets de banque sous la porte cochère de son hôtel. L'auteur de ces lettres

annonçait qu'il était à la tête d'une bande de six forçats qui exécuteraient ses menaces en cas de refus.

M. de Nicolai s'empressa de se rendre chez M. Martinet, qui l'adressa au chef du service de sûreté, au département de la police. M. Allard prescrivit aussitôt des mesures pour s'emparer de l'audacieux malfaiteur, qui avait annoncé qu'il se présenterait à huit heures du soir pour prendre la somme qu'il exigeait. Les agents, apostés aux environs de la demeure de M. de Nicolai, avaient attendu inutilement jusqu'à onze heures, lorsqu'ils aperçurent un individu s'avancer avec précaution, passer devant l'hôtel sans s'arrêter, mais non sans jeter un coup d'œil sous la porte cochère, revenir sur ses pas, s'approcher de la porte, se baisser et saisir rapidement un paquet de papier qu'on y avait déposé afin de le prendre au piège, et s'enfuir aussitôt.

Les agents se mirent à sa poursuite, mais il fuyait avec tant de vélocité qu'ils l'auraient difficilement atteint sans l'arrivée d'une patrouille de la garde nationale, avec le concours de laquelle ils sont parvenus à l'arrêter dans la rue Saint-Dominique, près des terrains de Bellechasse. Quant il s'est vu sur le point d'être saisi, il a menacé de mort les agents; mais il n'était porteur d'aucune arme.

On a trouvé sur lui deux fioles contenant des substances chimiques, un mouchoir marqué d'une couronne et paraissant avoir appartenu à quelque haut personnage, et une carte portant le nom de vicomte de Nibelolles.

Cet individu a déclaré qu'il se nommait Joly, a prétendu qu'il était étudiant en médecine; mais on s'est assuré qu'il n'appartient point aux Ecoles. Quant au nom de Nibelolles qui figure sur la carte trouvée sur lui, on a su que ce nom avait été usurpé par un autre malfaiteur qui fut impliqué dans un vol commis il y a quelque temps chez M. de Nicolai, et avec lequel le prétendu étudiant était sans doute en relations.

Conduit au département de la police, cet individu a avoué que les six forçats dont il avait parlé dans ses lettres menaçantes n'étaient qu'une invention imaginée pour jeter la terreur dans l'esprit de M. de Nicolai.

Ce matin, lorsque M. Allard s'est présenté au dépôt pour l'interroger, il l'a trouvé dans un grand abattement. « Il est inutile de me faire des questions, a-t-il dit à ce fonctionnaire, je vais mourir, je me suis empoisonné avec de la morphine que j'avais cachée dans le bout de mes bretelles. » Un médecin a aussitôt été appelé, mais, après avoir pris connaissance de l'état du malade, il a déclaré que ses jours ne paraissaient pas en danger.

L'analyse chimique a fait reconnaître que les substances contenues dans les fioles trouvées sur Joly étaient de la morphine.

Cet individu a été mis à la disposition de la justice.

— Les Anglais résidant à Paris se proposent d'offrir au Gouvernement de la République française et au peuple de Paris, en témoignage de leur reconnaissance pour la protection et la sécurité qu'ils ont généralement trouvées dans les trois jours de février, une adresse conçue dans les termes suivants, et qui est déposée au bureau du *Galignani's Messenger* pour recevoir les signatures :

« Au Gouvernement provisoire de France et aux citoyens de Paris :

« Nous soussignés Anglais résidant à Paris, pénétrés d'une profonde reconnaissance, nous offrons nos sincères et vifs remerciements au Gouvernement provisoire de France et aux citoyens de Paris, pour la protection et la complète sécurité dont nous avons joui pendant les mémorables journées qui viennent de se passer, et si nous considérons cet heureux événement comme un gage de l'avenir, nous ne pouvons que nous livrer tout entiers à l'espoir que l'harmonie, si glorieuse pour deux nations aussi éclairées que la Grande-Bretagne et la France, sera non moins durable dans sa nature qu'elle est sage dans sa politique, et se confirmera par le maintien d'une paix honorable, par une juste réciprocité d'avantages, par une fusion de plus en plus intime d'intérêts; enfin, par une généreuse rivalité dans la carrière du progrès moral, religieux et social. »

P. MASGANA, lib.-éditeur, galeries de l'Odéon.

Les BRETONS, par BRAZEUX, poème, deuxième édition, 1 vol. in-12. 3 f. 50. PETRARQUE. Sonnets, canzones-triomphe, par F. GRAMMONT, 1 vol. in-12, format Charpentier. 3 50.

HISTOIRE NATIONALE DE FRANCE, par MM. de Roffiac et Rouhier, illustrée par Horace Vernet, Decamps, Raffet, J. A. Beaucé, etc., etc. — 160 livraisons à 25 centimes. Se vend chez Gustave Havard, éditeur, 24, rue des Mathurins Saint-Jacques.

LE PANORAMA DE LA LITTÉRATURE ET DE L'ILLUSTRATION pour 5 francs. 2 volumes in-4^e, 800 pages, 160^e colonnes, 600 gravures, publiés en 50 livraisons à 10 centimes. Se vend chez Gustave Havard, éditeur, 24, rue des Mathurins Saint-Jacques.

ROMANS ILLUSTRÉS à 20 centimes. En vente : Manon Lescaut. — Werther. — Candide. — Le Voyage Sentimental. — Paul et Virginie. — La Galère de M. de Vivonne, par *Amedée de Bast*. Se vendent chez Gustave Havard, éditeur, 24, rue des Mathurins-Saint-Jacques.

CE QU'IL FAUT AUX ÉTUDIANTS l'étudiant s'est fait berté de penser en 1848. — M. Michelet et le gouvernement. — Opinion de deux députés, etc., etc. Prix : 20 centimes, chez Fiquet, éditeur, passage du Commerce, 5.

LE PÈRE DUCHESNE N'EST PAS MORT!!! Journal. Doit paraître mardi prochain à la librairie républicaine de Gustave Havard, rue des Mathurins-Saint-Jacques, n° 24. Cette publication se continuera chaque semaine et paraîtra du lundi au jeudi.

Le Gérant : JULES BORDOT.

Imprimerie Schneider, rue d'Erfurth, 4.